

# AUTORISATION PREALABLE



portant autorisation de remplacement  
d'un dispositif d'Enseigne  
délivrée par le Maire au Nom de L'Etat

2024 R 0440

<b>Demande déposée le 07/06/2024 Complétée le</b>	<b>N°AP 11076 24 0005</b>
Par : <b>Madame Hanane GHALEB OUASMIH</b>	<b>Surface de plancher : 0 m<sup>2</sup></b>
Demeurant à : <b>15 rue de l'embleur 11400 CASTELNAUDARY</b>	
Représenté par :	<b>Nb de logements : 0</b>
Pour : <b>Installations diverses</b>	<b>Nb de bâtiments : 1</b>
Sur un terrain sis à : <b>31 Place de Verdun 11400 CASTELNAUDARY</b>	<b><u>Destination</u> : Remplacement d'une enseigne</b>

**Le Maire,**

**Vu** la déclaration d'autorisation préalable susvisée, affichée le : 7 juin 2024,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

**Vu** le Code du Patrimoine,

**Vu** l'arrêté du 7 décembre 2022 portant modification du périmètre du Site Patrimonial Remarquable de Castelnaudary,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 janvier 2018 (Zone U1), modifié le 15 avril 2019, et le 28 mars 2023,

**Vu** la déclaration d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-076-24-0005, concernant le remplacement d'une enseigne sur un bâtiment situé au 31 place de Verdun à Castelnaudary déposée le 7 juin 2024 par Madame Hanane GHALEB OUASMIH,

**Vu** l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22 juillet 2024,

## **Considérant :**

- Le projet de remplacement d'une enseigne tel que défini dans la demande d'autorisation préalable est conforme aux dispositions du code de l'Environnement en ce qui concerne les enseignes (article R 581-58 à R 581-65),
- « L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.581-8 et L.581-18 du code de l'environnement et les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables ».
- L'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22 juillet 2024,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'autorisation de remplacement d'une enseigne en façade sur un bâtiment situé au 31 place de Verdun à Castelnaudary, objet de la demande susvisée est accordée et assortie des prescriptions suivantes :

### ➤ **Prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France :**

#### **Prescriptions motivées**

**« (1) Afin de permettre une intégration optimale, le fond de l'enseigne sera de la couleur des menuiseries. Eviter le noir pur.**

Recommandations ou observations éventuelles :

(2) La prescription ci-dessus doit être portée à la connaissance de l'entreprise en charge des travaux. Le non-respect des prescriptions est passible de poursuites pénales pour travaux irréguliers.

- L'enseigne doit respecter les prescriptions du Code de l'environnement, et notamment l'article :
- « R.581-58 relatif à la constitution, le maintien en bon état de propreté et à la suppression de l'enseigne dans l'hypothèse de cessation d'activité.
  - R.581-63 pour les enseignes apposées sur une façade commerciale. »

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site : <https://www.citoyens.telerecours.fr>

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services de la Mairie, et toutes les autorités administratives compétentes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Castelnaudary, le 31 juillet 2024,

Le Maire Adjoint Délégué,



**François DEMANGEOT**

Notification du présent arrêté à :  
Mme Hanane GHALEB OUASMIH

Le : 7 août 2024.....

Signature de l'intéressé(e),

RAR 2C 187214 29945

Certifiée exécutoire  
Par réception de Préfecture  
Le :  
Et par publication  
Le :  
Et par notification  
Le :

**AFFICHAGE LE**

**07 AOUT 2024**

**Délais et voies de recours :** dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative :

-un recours gracieux, adressé à Monsieur le Maire

Mairie de Castelnaudary  
20 Cours de la République  
11400 CASTELNAUDARY

-un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie ;

Dans les deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

-un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier : 6 rue Pitot CS 99002 – 34063 MONTPELLIER Cedex 2

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.